

**IDÉES**

Les ravages du Covid-19 sur le développement

**LA
CHRONIQUE**de **François Bourguignon**

Si la gestion de l'école durant la pandémie a suscité des commentaires en France, il est trop tôt pour mesurer le « capital éducatif » effectivement perdu. La situation est plus nette dans les pays en développement où la pandémie a entraîné la suspension pure et simple de l'école pendant un ou deux ans sans véritable substitut.

L'Ouganda qui vient de rouvrir ses écoles après deux ans de fermeture, cas extrême. Cette réouverture est cependant loin d'annoncer un retour rapide au « monde d'avant », où quelques générations auraient simplement pris du retard, en partie rattrapé par des cadences scolaires accélérées. Une bonne partie de la perte d'apprentissage sera définitive et aura des répercussions sur la dizaine de classes d'âge concernées. Trois phénomènes se sont conjugués. Le premier est d'ordre psychologique. A un certain âge, une longue interruption de la scolarité est en fait proche du décrochage. La réintégration est difficile. Si elle se fait, les acquis éducatifs de ceux qui parviendront au terme des cycles scolaires en pâtiront, sauf à créer des programmes ambitieux de rattrapage, ce qui ne semble pas le cas.

Le second phénomène est économique. Il s'agit du regain de pauvreté résultant des stratégies de réponse à la pandémie. Les enquêtes disponibles suggèrent que la pauvreté a fortement augmenté – plus que ne peut le laisser supposer une baisse du PIB de 3,3 %. Selon des chiffres repris par le Fonds monétaire, le taux de pauvreté aurait augmenté de 7,5 points en 15 mois. L'impact sur la scolarisation est considérable, avec la recrudescence du travail des enfants et la difficulté des familles à couvrir les

frais de scolarité. Une importante proportion des enfants en âge scolaire ne retournera donc pas à l'école. Un troisième phénomène, peu renseigné statistiquement, est la démission des instituteurs et professeurs qui ont trouvé un autre emploi, mieux rémunéré, durant le confinement. La qualité de l'enseignement était déjà limitée avant la pandémie, notamment du fait de ratios élèves/enseignants pléthoriques. Elle risque d'empirer une fois que les flux scolaires auront été rétablis à leur niveau normal.

Quelles sont les implications de cette situation pour le revenu futur des élèves concernés ? Si l'on considère que tous ceux qui n'ont pu bénéficier d'une solution de remplacement (certaines écoles privées, tutorat privé, cours en ligne ou suivi des parents), soit environ 50 % des classes d'âge concernées, auront perdu deux années de scolarité, pour cause de décrochage ou faute de structures adéquates, alors les estimations de rendement de l'éducation en Ouganda suggèrent une perte de revenu dans le futur en moyenne de l'ordre de 20 %. S'ils peuvent rattraper leur retard et conclure leur cycle scolaire, leur entrée sur le marché du travail sera plus tardive, ce qui diminuera aussi leur revenu futur, quoique dans une proportion plus faible. Ces chiffres risquent cependant d'être des sous-estimations, et la perte de dépasser deux ans pour les « décrocheurs ».

S'agissant d'un nombre réduit de cohortes, la perte de revenu national sera évidemment plus modeste. En revanche, l'interruption scolaire qui a déjà fortement augmenté l'inégalité des chances se traduira par des disparités amplifiées de revenu parmi les générations con-

cernées dans un pays déjà fortement inégalitaire. L'Ouganda a été le pays africain le plus strict dans la fermeture des écoles. D'autres pays ont rouvert plus tôt. L'interruption y a néanmoins été suffisamment longue et radicale pour que les conséquences en soient substantielles.

François Bourguignon est directeur d'études à l'École d'économie de Paris.

La pandémie a entraîné la suspension pure et simple de l'école pendant un ou deux ans dans les pays en développement.

